

LISTE DES PIÈCES A FOURNIR :
CERTIFICAT DE RÉSIDENCE POUR ALGÉRIEN D'1 ou 2 ANS
(IMMIGRATION PROFESSIONNELLE – ÉTUDIANT - STAGIAIRE)

24/04/2023

Vous devrez présenter les <u>originaux</u> et fournir les <u>photocopies</u> des documents mentionnés TOUT DOSSIER INCOMPLET POURRA ÊTRE REFUSE	Cadre réservé à l'administration
Visa de long séjour portant le motif du séjour (ou copie titre de séjour si Algérien titulaire d'un titre de séjour en France ou titulaire d'un titre de séjour portant la mention «chercheur» délivré par un autre Etat de l'UE et demandant son admission au séjour en France en qualité de scientifique).	<input type="checkbox"/>
Passeport original (pages d'identité, visa, cachets d'entrée et de sortie). <i>À défaut de passeport, ma carte nationale d'identité ou ma carte consulaire accompagnée d'une attestation de demande de passeport avec photo</i>	<input type="checkbox"/>
Un extrait d'acte de naissance avec filiation ou une copie intégrale d'acte de naissance, si besoin traduit par un traducteur assermenté auprès des tribunaux français	<input type="checkbox"/>
Si l'étranger est marié et/ou a des enfants : carte de séjour du conjoint (ou carte d'identité) ; extrait d'acte de mariage, et/ou extraits d'acte de naissance des enfants avec filiation (documents correspondant à la situation au moment de la demande) (sauf si le demandeur est déjà titulaire d'un titre de séjour en France)	<input type="checkbox"/>
Certificat médical à remettre au moment de la délivrance du titre de séjour uniquement pour les demandeurs du certificat de résidence algérien «salarié», «profession commerciale, industrielle ou artisanale» (sauf si déjà titulaire d'un titre de séjour en France).	<input type="checkbox"/>
Un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois : - facture (électricité, gaz, eau, téléphone fixe, accès à internet) ou bail de location ou quittance de loyer (à l'exception de celle fournie par un particulier) ou taxe d'habitation - si hébergement à l'hôtel : attestation de l'hôtelier et facture du dernier mois - si vous êtes hébergé par un particulier : ▪ une attestation de l'hébergeant datée et signée ▪ photocopie de la carte d'identité ou de séjour de l'hébergeant ▪ acte de propriété, taxe d'habitation, bail de location ou facture d'électricité, de gaz, d'eau, téléphone fixe ou accès à internet de l'hébergeant	<input type="checkbox"/>
3 photographies d'identité récentes et parfaitement ressemblantes non coupées, non scannées, conforme au minimum à la norme ISO/IEC 19794 - 5 : 2005	<input type="checkbox"/>
Questionnaire « formulaire de demande de titre de séjour »	<input type="checkbox"/>
<u>En cas de renouvellement</u> , copie de votre titre de séjour	<input type="checkbox"/>
Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie	<input type="checkbox"/>
SALARIE <input type="checkbox"/> L'autorisation de travail <input type="checkbox"/> Le contrat de travail <input type="checkbox"/> Une lettre motivant le recrutement du salarié et détaillant les fonctions qu'il va exercer ; <input type="checkbox"/> Selon le cas, un extrait à jour K bis, s'il s'agit d'une personne morale, ou un extrait à jour K ou une carte d'artisan, s'il s'agit d'une personne physique, ou un avis d'imposition, s'il s'agit d'un particulier employeur ; <input type="checkbox"/> L'attestation de versement des cotisations et contributions sociales à l'organisme chargé de leur recouvrement et le cas échéant à la caisse des congés payés lorsque l'employeur est soumis à cette obligation ; <input type="checkbox"/> Lorsque la situation de l'emploi est opposable, les justificatifs des recherches effectuées auprès des organismes concourant au service public de l'emploi pour recruter un candidat déjà présent sur le marché du travail ; <input type="checkbox"/> Les documents justifiant de la qualification et de l'expérience du salarié pour occuper le poste sollicité (copie des diplômes et titres obtenus par le salarié ; curriculum vitae ; certificats de travail justifiant d'une expérience professionnelle) ;	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
RENOUVELLEMENT DE VOTRE CERTIFICAT DE RÉSIDENCE « SALARIE » DURANT LA 2^{EME}	

ANNÉE DE SA VALIDITÉ

Si vous occupez toujours l'emploi qui a justifié la délivrance de votre dernière autorisation de travail :

Attestation d'emploi établie par l'employeur ou copie des 3 derniers bulletins de paie.

Si vous n'occupez plus l'emploi : en cas de rupture involontaire d'emploi ou de démission pour motif légitime :

Attestation de l'employeur destiné à Pôle Emploi

Durant la 2^{ème} année, si l'étranger est toujours privé involontairement d'emploi : attestation de l'organisme versant les allocations de chômage justifiant de la période de prise en charge restant à courir et le montant de l'indemnisation

Lorsque vous souhaitez exercer un autre emploi sous contrat à durée indéterminée

Attestation de l'ancien employeur destiné à Pôle Emploi

Le contrat de travail

L'autorisation de travail

Une lettre motivant le recrutement du salarié et détaillant les fonctions qu'il va exercer ;

Selon le cas, un extrait à jour K bis, s'il s'agit d'une personne morale, ou un extrait à jour K ou une carte d'artisan, s'il s'agit d'une personne physique, ou un avis d'imposition, s'il s'agit d'un particulier employeur ;

L'attestation de versement des cotisations et contributions sociales à l'organisme chargé de leur recouvrement et le cas échéant à la caisse des congés payés lorsque l'employeur est soumis à cette obligation ;

Lorsque la situation de l'emploi est opposable, les justificatifs des recherches effectuées auprès des organismes concourant au service public de l'emploi pour recruter un candidat déjà présent sur le marché du travail ;

Les documents justifiant de la qualification et de l'expérience du salarié pour occuper le poste sollicité (copie des diplômes et titres obtenus par le salarié ; curriculum vitae ; certificats de travail justifiant d'une expérience professionnelle) ;

TRAVAILLEUR TEMPORAIRE

L'autorisation de travail

Le contrat de travail

Une lettre motivant le recrutement du salarié et détaillant les fonctions qu'il va exercer ;

Selon le cas, un extrait à jour K bis, s'il s'agit d'une personne morale, ou un extrait à jour K ou une carte d'artisan, s'il s'agit d'une personne physique, ou un avis d'imposition, s'il s'agit d'un particulier employeur ;

L'attestation de versement des cotisations et contributions sociales à l'organisme chargé de leur recouvrement et le cas échéant à la caisse des congés payés lorsque l'employeur est soumis à cette obligation ;

Lorsque la situation de l'emploi est opposable, les justificatifs des recherches effectuées auprès des organismes concourant au service public de l'emploi pour recruter un candidat déjà présent sur le marché du travail ;

Les documents justifiant de la qualification et de l'expérience du salarié pour occuper le poste sollicité (copie des diplômes et titres obtenus par le salarié ; curriculum vitae ; certificats de travail justifiant d'une expérience professionnelle) ;

PROFESSION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

L'autorisation de travail

ou un contrat visé par le Directeur régional des affaires culturelles dans les autres cas. (favorable de regroupement familial prise par l'autorité compétente de l'autre pays de l'UE) ;

En cas de renouvellement, si vous n'êtes pas salarié : le contrat visé par le Directeur régional des affaires culturelles.

En cas de renouvellement, si vous êtes salarié :

- Si vous occupez toujours l'emploi qui a justifié la délivrance de la dernière autorisation de travail : une attestation de présence dans l'emploi établie par l'employeur et les 3 derniers bulletins de paie.

- Si vous avez changé d'emploi : l'autorisation de travail délivrée pour le nouvel emploi

<p>PROFESSION COMMERCIALE, INDUSTRIELLE OU ARTISANALE</p> <p><input type="checkbox"/> Justificatif d'immatriculation de l'entreprise (statuts, extrait K ou Kbis).</p> <p><input type="checkbox"/> Inscription (ou affiliation) auprès d'un organisme professionnel.</p> <p><input type="checkbox"/> Inscription au répertoire des métiers de moins de 3 mois.</p> <p><input type="checkbox"/> Affiliation au régime social des indépendants.</p> <p><input type="checkbox"/> Profession réglementée : autorisation d'exercice ou inscription à l'ordre concerné.</p> <p><input type="checkbox"/> <u>En cas de renouvellement</u> : preuves de l'effectivité de l'activité : contrat de bail ou de domiciliation, bordereau de situation fiscale, bulletins de salaire ou extrait du livre de compte.</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
<p>SCIENTIFIQUE</p> <p><input type="checkbox"/> Convention d'accueil signée avec un organisme public ou privé ayant une mission de recherche ou d'enseignement supérieur préalablement agréé ;</p> <p><input type="checkbox"/> Uniquement en 1ère demande, si vous avez été admis au séjour en tant que «chercheur» dans un autre État de l'UE : titre de séjour et convention d'accueil (traduite) délivrés par cet État.</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
<p>AGENT OFFICIEL</p> <p><input type="checkbox"/> Attestation délivrée par l'autorité algérienne compétente précisant la durée de la mission prévue en France.</p>	<input type="checkbox"/>
<p>ÉTUDIANT</p> <p><input type="checkbox"/> Inscription (une préinscription peut suffire au moment du dépôt initial du dossier ; l'inscription définitive devra être apportée au plus tard lors de la remise du titre) produite par l'établissement français d'enseignement.</p> <p><input type="checkbox"/> Justificatifs de moyens suffisants d'existence : les ressources financières doivent être au moins égales au montant de l'allocation d'entretien mensuelle de base allouée aux boursiers du gouvernement français (soit 615 € en application de la décision du ministère des affaires étrangères du 9 juillet 2003) : attestations bancaires de virement régulier ou de solde créditeur suffisant et, en cas de ressources fournies par un tiers, attestation sur l'honneur de versement des sommes permettant d'atteindre le montant requis ; fiches de paie ; les boursiers doivent fournir une attestation de l'organisme qui la verse précisant le montant et la durée de leur bourse.</p> <p><input type="checkbox"/> En cas de renouvellement : justificatifs de la réalité et du succès des études entreprises : relevé de notes, et attestation d'assiduité et de présentation aux examens.</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
<p>Stagiaire</p> <p><input type="checkbox"/> Attestation ou convention de stage.</p> <p><input type="checkbox"/> Justificatifs de moyens suffisants d'existence : les ressources financières doivent être au moins égales au montant de l'allocation d'entretien mensuelle de base allouée aux boursiers du gouvernement français (soit 615 € en application de la décision du ministère des affaires étrangères du 9 juillet 2003) : attestations bancaires de virement régulier ou de solde créditeur suffisant, en cas de ressources fournies par un tiers : attestation sur l'honneur de versement des sommes permettant d'atteindre le montant requis ; fiches de paie ; attestation de l'organisme qui verse la bourse précisant le montant et la durée de leur bourse.</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

Cadre réservé à l'administration :	N° AGDREF :
<input type="checkbox"/> : dossier complet	
<input type="checkbox"/> : dossier incomplet (Au besoin, date du courrier demandant les pièces complémentaires :/...../.....)	

Je soussigné.e (Nom-Prénom) :

DÉCLARATION DE NON-POLYGAMIE

Je déclare sur l'honneur que ma situation matrimoniale sur le territoire de la République française est conforme à la législation française et que je ne vis pas en situation de polygamie / de polyandrie sur le territoire français.

Je suis informé.e que les titres, actes d'état-civil et documents présentés dans le cadre de la présente demande de titre de séjour pourront faire l'objet d'une authentification auprès des autorités ou organismes qui les ont émis.

DEMANDE DE CERTIFICAT DE RÉSIDENCE ALGÉRIEN DE 10 ANS (fondement article 7 et 7 bis de l'AFA)

Je sollicite un certificat de résidence pour Algérien de 10 ans sur la base de l'article 7 et 7 bis de l'accord franco-algérien du 27 déc. 1968 modifiés puisque je suis sur le territoire français en situation régulière depuis **3 ans** ((le dernier titre de séjour obtenu doit porter l'une des mentions suivantes : salarié, visiteur, commerçant, artisan, vie privée et familiale pour les Algériens entrés par RF, travailleur temporaire, scientifique, profession artistique et culturelle). *(les années étudiantes ne sont pas pris en compte dans les trois ans de séjour régulier pour l'obtention du certificat de résidence de dix ans)*

A cet effet, je produis l'ensemble des pièces afférentes à cette demande (cf. fiche CRA 10 ans).

Date :/...../.....

Signature (obligatoire):



DEMANDE DE DÉLIVRANCE D'UN TITRE DE SÉJOUR

- PREMIÈRE DEMANDE RENOUVELLEMENT
 CHANGEMENT DE STATUT

N° personnel : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Homme Femme

Nationalité : _____ Date de naissance : ____ / ____ / ____

Lieu de naissance _____

Adresse actuelle : _____

Code postal _____ Commune _____

Téléphone fixe _____ Portable : _____

Adresse courriel : _____ @ _____

Vous sollicitez la délivrance d'un titre de séjour.

Pour ce faire, vous devez prendre rendez-vous sur le site internet de la préfecture :

www.rdv.maine-et-loire.gouv.fr

**et venir le jour du rendez-vous, muni.e de ce formulaire complété et signé
ainsi que de la « liste des pièces à télécharger »**

ATTENTION : il ne sera pas donné de suite aux dossiers incomplets

MOTIF DE LA DEMANDE

Partie réservée à l'administration :

Fondement juridique : article _____ du CESEDA

(code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile)

Un seul motif par demande de titre de séjour est accepté.

La somme de 50 euros seront exigés pour chaque demande de titre de séjour déposée par tout usager en situation irrégulière à régler par timbre électronique

ATTENTION : il ne sera pas donné de suite aux dossiers incomplets

OBSERVATIONS COMPLÉMENTAIRES

ENTRÉE EN FRANCE

Date d'entrée en France

_____/_____/_____

Avec un visa

OUI

NON

Date de fin de validité du visa (copie à joindre au dossier) _____/_____/_____

SITUATION FAMILIALE

Célibataire Marié.e Pacsé.e Divorcé.e/séparé.e Veuf.ve Concubin.e

Si vous êtes marié.e, pacsé.e ou en concubinage

Nom : _____ Prénom _____

Né.e le _____ à _____

Nationalité _____

Date du mariage, pacs ou concubinage ____ / ____ / ____

Réside à l'étranger : OUI NON

Ville : _____ Pays : _____

Nature du titre de séjour si réside en France : _____

Le mariage a-t-il eu lieu en France ? : OUI NON

Arrivé.e par regroupement familial ? : OUI NON

Vos enfants : tous vos enfants, même majeurs

NOM	PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	LIEU DE NAISSANCE NATIONALITÉ	PAYS DE RÉSIDENCE

Vos autres liens familiaux

	NOM	PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	PAYS DE RÉSIDENCE
Père				
Mère				
Frères ou sœurs				

SITUATION PROFESSIONNELLE

Disposez-vous actuellement :

- d'une promesse d'embauche : OUI NON

- d'un contrat de travail : OUI NON

Avez-vous déjà travaillé en France ? OUI NON

Si oui, précisez :

DATES D'EMPLOI	NATURE DE L'EMPLOI	EMPLOYEUR

Avez-vous été scolarisé.e en France ? OUI NON

Si oui, précisez :

ANNÉES SCOLAIRES	ÉTUDES SUIVIES	ÉTABLISSEMENTS

Avez-vous obtenu des diplômes/certificats en France ? OUI NON

Si oui, précisez :

Fait à _____ le _____ signature